

OGEC LYCEE SAINT VINCENT DE PAUL

3 Boulevard de Bruxelles
30 000 NIMES

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/08/2022

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
exercice clos le 31/08/2022

Aux adhérents réunis en assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « OGECLYCEE ST VINCENT DE PAUL » relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Nîmes le 9 décembre 2022
Pour la SARL DJP Audit



D. PONS
Commissaire aux comptes signataire

BILAN ACTIF

CONSOLIDATION OGEC ET CF NIMES

Nomenclature 2020 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

| | ACTIF | EXERCICE N (selon ANC 2018-06) | | | EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06) |
|---|--|--------------------------------|---|-------------------|-------------------------------------|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire) | NET | NET |
| A C T I F I M M O B I L I S E | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : | | | | |
| | - Frais d'établissement | 115 377 | 60 636 | 54 741 | 74 599 |
| | - Frais de recherche et de développement | - | - | - | - |
| | - Dotations temporaires d'usufruit | - | - | - | - |
| | * Concessions, brevets, licences, marques, procédés, | 25 243 | 24 002 | 1 242 | 2 064 |
| | - Autres Immobilisations Incorporelles | - | - | - | - |
| | - Immobilisations incorporelles en cours | - | - | - | - |
| | - Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel | - | - | - | - |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 140 620 | 84 638 | 55 982 | 76 663 |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES : | | | | |
| | - Terrains | 288 500 | - | 288 500 | 488 500 |
| | - Constructions | 14 562 994 | 7 962 214 | 6 600 780 | 7 693 386 |
| | - Installations techniques, matériel et outillage | 1 436 161 | 1 256 235 | 179 926 | 191 283 |
| | - Autres Immobilisation Corporelles | 1 121 555 | 728 863 | 392 693 | 253 019 |
| | - Immobilisations corporelles en cours | 139 598 | - | 139 598 | 31 360 |
| | - Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle | - | - | - | - |
| | - Biens reçus par legs ou donations destinés à être | - | - | - | - |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 17 548 808 | 9 947 312 | 7 601 496 | 8 657 548 |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES : | | | | |
| | - Participations et créances rattachées | - | - | - | - |
| | - Autres titres immobilisés | - | - | - | - |
| | - Prêts | 52 937 | - | 52 937 | 55 239 |
| | - Autres Immobilisations financières | - | - | - | - |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 52 937 | - | 52 937 | 55 239 |
| | TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 17 742 365 | 10 031 950 | 7 710 415 | 8 789 450 |
| A C T I F C I R C U L A N T | STOCKS ET EN-COURS | - | - | - | - |
| | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES | - | - | - | - |
| | CREANCES : | | | | |
| | - Créances clients, usagers et comptes rattachés | 122 543 | 43 064 | 79 479 | 26 127 |
| | - Créances reçues par legs ou donations | - | - | - | - |
| | - Autres | 504 050 | - | 504 050 | 500 462 |
| | TOTAL CREANCES | 626 593 | 43 064 | 583 529 | 526 589 |
| | VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 1 500 000,00 | - | 1 500 000 | - |
| | INSTRUMENTS DE TRESORERIE | - | - | - | - |
| | DISPONIBILITES | 4 266 514 | - | 4 266 514 | 4 362 685 |
| | CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 59 183 | - | 59 183 | 63 016 |
| | TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 6 452 290 | 43 064 | 6 409 225 | 4 952 290 |
| | FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III) | - | - | - | - |
| | PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV) | - | - | - | - |
| | ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V) | - | - | - | - |
| | TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | 24 194 655 | 10 075 014 | 14 119 641 | 13 741 740 |

D.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

BILAN PASSIF
CONSOLIDATION OGECE ET CF NIMES

| | | Nomenclature 2020 & PCG | Nomenclature 2020 & PCG |
|----------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|
| PASSIF | | EXERCICE N (selon ANC 2018-06) | EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06) |
| FONDS ASSOCIATIFS | FONDS PROPRES | | |
| | FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds propres statutaires | - | - |
| | Fonds propres complémentaires | 971 715 | 971 715 |
| | TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | 971 715 | 971 715 |
| | FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds propres statutaires | - | - |
| | Fonds propres complémentaires | - | - |
| | TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | - | - |
| | ECARTS DE REEVALUATION | - | - |
| | RESERVES | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | - | - |
| | Réserves pour projet de l'entité | 2 463 806 | 658 910 |
| | Autres réserves | - | - |
| | TOTAL RESERVES | 2 463 806 | 658 910 |
| DETTE | REPORT A NOUVEAU | 1 156 182 | 2 727 128 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE | 417 488 | 233 995 |
| | SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL) | 5 009 191 | 4 591 748 |
| | Fonds propres consommables | - | - |
| | Subventions d'investissement | 1 982 014 | 2 205 616 |
| | PROVISION REGLEMENTEES | - | - |
| | TOTAL FONDS PROPRES | (I) 6 991 206 | 6 797 364 |
| | FONDS REPORTEES E DEDIES | | |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | - | - |
| | Fonds dédiés | - | - |
| | TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES | (II) - | - |
| PROVISIONS | PROVISIONS | | |
| | Provisions pour risques | - | 21 276 |
| | Provisions pour charges | 176 750 | 188 954 |
| | TOTAL PROVISIONS | (III) 176 750 | 210 231 |
| DETTE | DETTE | | |
| | Emprunts obligataires et assimilés (titres associa | - | - |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de cr | 6 516 973 | 5 867 801 |
| | Emprunts et dettes financières diverses | - | 300 000 |
| | Avances et acomptes reçus | - | - |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 79 880 | 108 150 |
| | Dettes des legs ou donations | - | - |
| | Dettes fiscales et sociales | 115 762 | 122 653 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 33 621 | 101 895 |
| | Autres dettes | 110 156 | 139 458 |
| | Instruments de trésorerie | - | - |
| | Produits constatés d'avance | 95 293 | 94 188 |
| | TOTAL DETTES | (IV) 6 951 685 | 6 734 145 |
| | Ecart de conversion passif | (V) - | - |
| | TOTAL DU PASSIF | (I + II + III + IV+V) 14 119 641 | 13 741 740 |

D.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

COMPTE DE RESULTAT

CONSOLIDATION OGE C ET CF NIMES

01/09/2021 - 31/08/2022

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

| | Exercice N (selon ANC 2018-06) | Exercice N-1 (selon ANC 2018-06) |
|--|-----------------------------------|-------------------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 0 | 0 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 3 463 | 3 317 |
| dont ventes de dons en nature | 0 | 0 |
| Ventes de prestations de service | 1 628 005 | 1 470 809 |
| dont parrainages | 0 | 0 |
| Production stockée | 0 | 0 |
| Production immobilisée | 0 | 0 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 728 701 | 1 755 680 |
| Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | 0 | 0 |
| Ress Ressources liées à la générosité du public | 0 | 0 |
| Dons manuels | 0 | 0 |
| Mécénats | 0 | 0 |
| Legs, donations et assurances-vie | 0 | 0 |
| Contributions financières | 0 | 0 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provi | 83 375 | 60 253 |
| Utilisations des fonds dédiés | 0 | 0 |
| Autres produits | 23 020 | 21 551 |
| TOTAL I | 3 466 564 | 3 311 610 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 0 | 3 307 |
| Variation de stock | 0 | 0 |
| Autres achats et charges externes | 809 304 | 756 177 |
| Aides financières | 0 | 0 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 122 361 | 131 800 |
| Salaires et traitements | 1 029 743 | 1 019 114 |
| Charges sociales | 387 264 | 388 435 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations | 888 512 | 890 113 |
| Dotations aux provisions | 18 834 | 12 234 |
| Reports en fonds dédiés | 0 | 0 |
| Autres charges | 17 250 | 10 690 |
| TOTAL II | 3 273 270 | 3 211 870 |
| 1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 193 294 | 99 741 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participations | 0 | 0 |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 8 514 | 2 365 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transfert | 378 | 492 |
| Différences positives de change | 0 | 0 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d | 0 | 0 |
| TOTAL III | 8 892 | 2 857 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations | 0 | 0 |
| Intérêts et charges assimilées | 121 710 | 124 430 |
| Différences négatives de change | 0 | 0 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières | 0 | 0 |
| TOTAL IV | 121 710 | 124 430 |
| 2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV) | -112 818 | -121 573 |
| 3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) | 80 477 | -21 832 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |

| | | |
|--|------------------|------------------|
| Sur opérations de gestion | 75 643 | 1 240 |
| Sur opérations en capital | 926 888 | 260 888 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transfer | 0 | 0 |
| TOTAL V | 1 002 531 | 262 129 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 602 | 5 022 |
| Sur opérations en capital | 663 875 | 0 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et | 0 | 0 |
| TOTAL VI | 664 477 | 5 022 |
| 4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 338 054 | 257 106 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | 0 | 0 |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 1 073 | 1 280 |
| Total des produits (I + III + V) | 4 477 987 | 3 576 596 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 4 060 528 | 3 342 602 |
| 5 - EXCEDENT OU DEFICIT | 417 458 | 233 995 |

| | | |
|--|----------|----------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | 0 | 0 |
| Prestations en nature | 0 | 0 |
| Bénévolat | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | 0 | 0 |
| Mises à disposition gratuite de biens | 0 | 0 |
| Prestations en nature | 0 | 0 |
| Personnel bénévole | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 |

D.J.F. AUDIT
 SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
 INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
2021 – 2022

I INFORMATIONS GENERALES

1. Identification :

Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique Saint Vincent de Paul,

L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des textes fondamentaux de l'enseignement catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement et la bienfaisance auprès des jeunes et moins jeunes, fondés par l'autorité canonique

A cette fin elle pourra réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux, et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Elle pourra ouvrir un centre d'apprentissage suivant la législation et les normes en vigueur.

Elle pourra passer convention avec l'État, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Activités pédagogiques (sous contrat pour le lycée et hors contrat pour le centre de formation), activités annexes

Moyen mis en œuvre :

| | Personnel OGEC | Enseignants Sous contrat avec l'Etat |
|-------------------|----------------|--------------------------------------|
| Cadre | 10 | 120 |
| Agent de Maîtrise | 4 | |
| Non Cadre | 27 | |

Locaux scolaires : Les locaux sont mis à la disposition de l'OGEC par la Compagnie des Filles de la Charité. Les bâtiments du 12 et 14 rue Jeanne d'Arc appartiennent à l'OGEC

2. Fait marquants de l'exercice

- Vente du 866 avenue Marechal Juin

D.J.F. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

3. Événements postérieurs à la clôture

- Vente du 8866 boulevard du Maréchal Juin le 19 mai 2022
- Obtention de la certification Qualiopi par le centre de formation (UFA du CFA national Vincent de Paul)

- **Effectifs** : +30 étudiants alternants accueillis au sein du centre de formation, effectifs stables sur le lycée
- Renouvellement du **label Lycée des métiers**
- Renouvellement du **label E3D niveau 3 expertise**
- **Accréditation Erasmus+** pour le lycée (valable 5 ans)
- Démarrage des mobilités pour les personnels de l'établissement
- Poursuite du **projet de mixité en BTS** avec l'accueil de 10 étudiants apprentis au sein des classes de BTS CG (Comptabilité Gestion) et Tourisme
- Mise en place du **click and collect** pour les personnels
- **Rupture du contrat avec M Delluc, architecte**, dans le cadre du projet de création d'un pôle étudiant au sein du 14 rue Jeanne d'Arc en juin 2022 : abandon du projet initial
- **Evénements de la vie de l'établissement** :
 - Urban Trail de Nîmes le 17 octobre (accueil des professionnels au sein du lycée)
 - Stages BAFA organisés au sein du lycée du 30 octobre au 6 novembre et du 21 au 28 février en partenariat avec l'AFOCAL
 - Participation à l'événement NOGA le jeudi 9 décembre
 - Deux matinées portes ouvertes et une soirée de promotion de nos filières post-bac
 - Grands jeux romains (accueil des vestiaires au sein du lycée)
 - Le Parisien classe le lycée premier lycée du Gard et 36^{ème} sur 1842 au niveau national
 - Défilé de mode organisé dans le jardin du lycée par la section bac pro Métiers de la Mode et du Vêtement

D.J.F. AUDIT
 SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
 INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

1. Préambule

L'exercice social clos le 31 Août 2022 a une durée de 12 mois
Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 14 119 641 Euros.

Le résultat net comptable est un résultat de 417 488 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis.

2. Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2022 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

3. Dérogations aux principes et méthodes comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation

Les frais d'établissement (frais de constitution, de transformation, de premier établissement) sont inscrits à l'actif. Ils sont amortis dans un délai de 5 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

| Immobilisation ou composant | Durée d'amortissement | Taux d'amortissement linéaire correspondant |
|--|------------------------------|--|
| Structure (gros œuvre) | 25 à 50 ans | 2 à 4 % |
| Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures | 15 à 20 ans | 5 à 6,66 % |
| Installations générales et techniques | 10 à 15 ans | 6,66 à 10 % |
| Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...) | 10 à 15 ans | 6,66 à 10 % |

| | | |
|--------------------------------------|------------|---------------|
| Equipement de restauration | 8 à 12 ans | 8,33 à 12,5 % |
| Matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Mobilier scolaire | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Mobilier cantine et hébergement | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Matériel et équipements pédagogiques | 3 à 10 ans | 10 à 33,33 % |
| Matériel de transport | 3 à 5 ans | 20 à 33,33 % |
| Matériel informatique | 2 à 5 ans | 20 à 50 % |
| Matériel de reprographie | 2 à 5 ans | 20 à 50 % |
| Logiciels | 2 à 3 ans | 33,33 à 50 % |

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2. Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

D.J.F. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

3. Echéance des créances & dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4. Evaluation des valeurs mobilières de placement

Souscription de CNP ONE CAPI LIB'RT pour un montant de 500 000 euros auprès de la banque postale le 24 Aout 2021 , détaillés comme ci dessous :

| | |
|---------------------------|---------------|
| CNP IMMO Prestige, Part A | 225 000 euros |
| CNP ONE CAPI | 275 000 euros |

Souscription de titres pour un montant de 1 000 000 auprès de la banque postale le 26 juin 2022

5. Fonds propres

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau ». Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

6. Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;

Le détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

Subvention du Conseil Régional :

- Délibération du 05-01-2009 pour Salle multimédia :
Montant de 28 000 €
- Délibération du 05-01-2009 pour Travaux de mise en sécurité :
Montant de 650 000 €
- Délibération du 26-02-2010 pour 4^{ème} phase aménagement de locaux :
Montant de 150 000 €
- Délibération du 07-02-14 pour Construction d'un ascenseur pour accès PMR :
Montant de 136 466 €
- Délibération du 07-02-14 pour équipements salle de physique :
Montant de 29 970 €
- Délibération du 06-02-15 pour Mise en sécurité et accessibilité de l'atelier mode :
Montant de 20 742 €
- Délibération du 27-05-16 pour Mise aux normes accessibilité :
Montant de 184 164 €
- Délibération du 07-07-17 pour l'acquisition d'équipements pédagogiques pour la création d'un magasin d'application :
Montant de 12 000 €
- Délibération du 15 juin 2018 pour l'acquisition d'équipements informatiques :
tablettes, ordinateurs portables, ordinateurs :
Montant de 41 714 €
- Délibération du 15 juin 2018 pour la mise en place du câblage du réseau informatique dans tout l'établissement
Montant de 62 704 €

D.J.F. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

- Délibération du 7 juin 2019 pour les travaux de sécurité et d'accessibilité PMR dans les anciens locaux.
Montant de 494 649 €
- Délibération du 29 mai 2020 pour les travaux d'extension et surélévation du foyer, rénovation d'un bloc sanitaire et construction de plusieurs salles de classe.
Montant de 500 000 €

Autres Subventions :

- Sécurisation des Etablissement PPMS. Montant 23 317€
- Subvention Façades : Montant 5 926 €

7. Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

8. Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis (rédaction si le financement reçu pour acquérir l'immobilisation n'est pas linéarisé sur sa durée d'utilisation).

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations (rédaction si le financement est linéarisé).

Aucun fons dédié comptabilisé sur les comptes au 31 Aout 2022

9. Passifs éventuels

Les engagement en termes d'indemnité de fin de carrière ont été provisionnées dans les comptes et représentent une valeur actualisée de 176 749 euros.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont :

| | |
|------------------------------------|--------|
| Année de calcul : | 2022 |
| Age de départ : | 65 ans |
| Taux d'actualisation : | 2% |
| Taux d'augmentation des salaires : | 2% |
| Taux de rotation du personnel : | 2% |

D.J.F. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations de l'APEL sont comptabilisées dans un compte de tier car elles sont collectées puis reversées sans impact sur le résultat

2) Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

| Nature de produits | Classement comptable 2020/2021 | Classement comptable 2019/2020 |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Forfaits d'externat | Concours publics | Ventes de prestations de services |
| Financement des formations par apprentissage | Concours publics (OPCO) | Subventions (régions) |
| Aides à l'emploi | Concours publics | Autres produits |

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

3) Ventilation du chiffre d'affaires

| Nature du chiffre d'affaire | Montant | Taux |
|---------------------------------------|------------------|--------------|
| Participation des familles | 1 524 437 | 46.63 % |
| Subventions de fonctionnement | 1 728 701 | 52.87 % |
| Produits des activités annexes | 27 332 | 0.84 % |
| Rabais, remises & ristournes accordés | -10 961 | - 0.34 % |
| TOTAL | 3 269 509 | 100 % |

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée

4) Effectif employé

| | Personnel OGE | Enseignants Sous contrat avec l'Etat |
|-------------------|---------------|--------------------------------------|
| Cadre | 10 | 120 |
| Agent de Maîtrise | 4 | |
| Non Cadre | 27 | |

5) Rémunération des dirigeants :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle

6) Honoraires des commissaires aux comptes

Montant des honoraires des commissaires aux comptes : 4 800 € TTC

7) Rattachement charges & produits à l'exercice

8) Charges & produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles sont composées d'une note de frais de N-1 reçu tardivement pour 49 68 euros

Les produits exceptionnels sont composés de la quote part de reprise des subventions d'investissement

Détail des produits exceptionnels :

- Du prix de cession de l'immeuble au 866 avenue maréchal Juin pour 680 000 euros
- De la quote part de reprise de subvention, pour 197 477 euros
- De la quote part de reprise de la taxe d'apprentissage dans le résultat pour 49 410.29 euros
- De la reprise de la dépréciation de l'immeuble vendu au 866 avenue maréchal Juin pour 75 000 euros

D.J.F. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUX REGISTRES DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Transactions avec les contreparties

2) Engagements financiers donné et reçus

Les indemnités de fin de carrière du personnel non enseignant sont couvertes par une provision pour charges d'un montant de : 176 749 € au 31 Août 2022, dont :

- Moins d'un an : 0 €
- De 1 à 5 ans : 7 813 €
- Plus de 5 ans : 168 936 €

Caution de la banque NATIXIS à hauteur de 75% du capital restant dû de l'emprunt Caisse d'Epargne de 1 742 432.02 €.

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 1 326 364 €

Prêt de 320 000 € de la Caisse d'Epargne – Caution de CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTION à hauteur de 60% du capital restant dû

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 146 838 €

Prêt de 1 500 000 € de la Caisse d'Epargne - Garantie par BPI FRANCE

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 1 308 039 €

Prêt de 2 000 000 € de la Caisse d'Epargne - Garantie par BPI FRANCE

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 1 853 025 €

Prêt de 970 000 € de la Banque Postale – Hypothèque N° 2141

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 877 079 €

Prêt de 1 000 000 € de la Banque Postale – Hypothèque N° 2141

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : 991 619 conventionnelle pour garantie

Prêt de 1 700 000 € de la Banque Postale – Hypothèque N° 2141

- Solde du capital de l'emprunt au 31 Août 2022 : non débuté, car pas de déblocage au titre de l'exercice clôturant au 31 Aout 2022

3) - Contributions volontaires en nature :

L'établissement bénéficie gratuitement de l'occupation des locaux de la compagnie des filles de la charité en échange de travaux d'entretien

D.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUX REGISTRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

| | |
|--------------------|---|
| TABEAU I | Tableau des mouvements des immobilisations |
| TABEAU II | Tableau des mouvements des amortissements |
| TABEAU III | Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif |
| TABEAU IV | Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties |
| TABEAU V | Tableau des valeurs mobilières de placement |
| TABEAU VI | Tableau de variation des fonds propres |
| TABEAU VII | Tableaux de suivi des subventions d'investissement |
| TABEAU VIII | Tableau des mouvements des provisions |
| TABEAU XI | Tableau de détail des concours publics et subventions |

D.J.P. AUDET
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUX REGISTRES DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

| IMMOBILISATIONS | | Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06 | Augmentations (acquisitions et apports) | Augmentations (par réévaluation) | Diminutions (cessions et mises au rebut) | Virements de poste à poste | Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice | Valeur d'origine des immobilisations réévaluées |
|-----------------|--|---|---|----------------------------------|--|----------------------------|---|---|
| INCORPORELLES | Frais d'établissement | 165 494 | | | 50 117 | | 115 377 | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 19 358 | 5 886 | | - | | 25 243 | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | TOTAL I | 184 852 | 5 886 | - | 50 117 | - | 140 620 | - |
| | Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains) | 488 500 | | | 200 000 | | 288 500 | |
| | Constructions | 1 700 776 | | | 500 000 | | 1 200 776 | |
| CORPORELLES | Sur sol d'autrui | 13 320 248 | 41 960 | | - | | 13 362 208 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 361 984 | 74 177 | | - | | 1 436 161 | |
| | Installations générales, agencements, aménagements | 846 680 | 106 773 | | - | | 953 452 | |
| | Matériel de transport | | | | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | | | | | | | |
| | Matériel de bureau et informatique | 51 913 | - | | | | 51 913 | |
| | Mobilier | 85 663 | 26 577 | | - | | 112 240 | |
| | Cheptel et immobilisations corporelles diverses | 3 950 | | | | | 3 950 | |
| | Immobilisations corporelles en cours | 31 360 | 131 817 | | 23 579 | | 139 598 | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | | |
| FINANCIERES | Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés | | | | | | | |
| | Immobilisations grevées de droit (prêt à usage) | | | | | | | |
| | TOTAL II | 17 891 074 | 381 304 | - | 723 579 | - | 17 548 798 | - |
| | Participations et créances rattachées | | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | 55 239 | | | 2 302 | | 52 937 | |
| | TOTAL III | 55 239 | - | - | 2 302 | - | 52 937 | - |
| | TOTAL GENERAL (I + II + III) | 18 131 164 | 387 189 | - | 775 998 | - | 17 742 355 | - |

D.J.P. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
INSCRITE AUX RÈGLES DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | Virements de poste à poste | Montant des amortissements à la clôture de l'exercice | Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées |
|------------------------------------|--|--|---|---|----------------------------|---|---|
| INCORPORELLES | Frais d'établissement | 90 894 | 19 859 | 50 117 | | 60 636 | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 17 294 | 6 708 | - | | 24 002 | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| TOTAL I | | 108 188 | 26 567 | 50 117 | - | 84 638 | |
| CORPORELLES | Agencements et aménagements de terrains | | | | | | |
| | Sur sol propre | 175 886 | 49 228 | 46 404 | | 178 710 | |
| | Constructions | 7 151 752 | 631 752 | - | | 7 783 504 | |
| | Sur sol d'autrui | 1 170 701 | 85 534 | - | - | 1 256 235 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | 573 422 | 48 769 | - | - | 622 191 | |
| Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements | | | | | | |
| | Matériel de transport | | | | | | |
| | Matériel de bureau et informatique | 49 312 | 876 | - | | 50 188 | |
| | Mobilier | 37 057 | 18 637 | - | | 55 694 | |
| | AUTRES IMMO CORPORELLES | 395 | 395 | | | 790 | |
| TOTAL II | | 9 158 526 | 835 190 | 46 404 | - | 9 947 312 | |
| TOTAL GENERAL (I + II) | | 9 266 174 | 861 757 | 96 521 | - | 10 031 950 | |

D.J.P. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
INSCRITE AUX PAGES DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

| OBJET DES DEPRECIATIONS | | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Montant à la clôture de l'exercice |
|-------------------------|--|-------------------------------------|---|--------------------------------------|------------------------------------|
| DEPRECIATIONS | Immobilisations : | • Incorporelles | | | |
| | | • Corporelles | 75 000 | 75 000 | - |
| | | • Financières | - | | |
| | Stocks et en-cours | | | | |
| | Créances clients et usagers (familles, élèves) | | 26 775 | 29 378 | 43 084 |
| | Autres créances | | | | |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | TOTAL | | | | |
| DOTATIONS ET REPRISES | d'exploitation financières exceptionnelles | | | | |

| | | | |
|-----------------------|--|--|--|
| DOTATIONS ET REPRISES | d'exploitation financières exceptionnelles | | |
|-----------------------|--|--|--|

D.J.F. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

D.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES
INSCRITE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

| CREANCES | MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €) | ECHEANCE | |
|--|--|---------------|---------------|
| | | ≤ 1 an | > 1 an |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 52 937 | 2 303 | 50 634 |
| Autres créances | | | |
| Sous-total créances de l'actif immobilisé | 52 937 | 2 303 | 50 634 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 122 543 | 71 814 | |
| Créances reçues par legs et donations | | | |
| Créances sociales et fiscales | - | - | |
| Autres créances (à détailler si besoin) | 3 698 | 3 698 | |
| Sous-total créances de l'actif circulant | 126 241 | 75 512 | |
| TOTAL CREANCES | 179 178 | 77 815 | 50 634 |

| DETTES | MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €) | ECHEANCE | | | Montant des SURETES REELLES consenties (en €) |
|---|--|----------------|-------------------|------------------|---|
| | | ≤ 1 an | > 1 an et ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | 0 | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 6 516 973 | 414 210 | 1 666 787 | 4 435 976 | |
| Emprunts et dettes financières divers | - | - | - | - | |
| Sous-total dettes financières | 6 516 973 | 414 210 | 1 666 787 | 4 435 976 | |
| Dettes fournisseurs | 79 880 | 79 880 | | | |
| Dettes des legs et donations | | | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 115 762 | 115 762 | | | |
| Dettes sur immobilisations | 33 621 | 15 576 | 18 045 | | |
| Autres dettes | 86 683,88 | 86 683,88 | | | |
| Sous-total autres dettes | 315 948 | 297 902 | 18 045 | - | |
| TOTAL DETTES | 6 832 921 | 712 113 | 1 684 832 | 4 435 976 | |

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

| (en €) | | à la clôture (31/08/N) | | | | | | | à la clôture précédente (31/08/N-1) | | | | | | |
|---|--|------------------------|----------------|----------------|------------------|--------------------|---------------------|--------|-------------------------------------|----------------|------------------|--------------------|---------------------|--|--|
| Type de titre | | Nombre | Valeur d'achat | Cours unitaire | Valeur de marché | Plus-value latente | Moins-value latente | Nombre | Valeur d'achat | Cours unitaire | Valeur de marché | Plus-value latente | Moins-value latente | | |
| CNP IMMO PRESTIGE PART A | | | 225 000,00 | | | | | | | | | | | | |
| CNP ONE CAPI | | | 275 000,00 | | | | | | | | | | | | |
| TITRES FINANCIERS TAUX FIXE -SENIOR PREFERE | | | 1 000 000,00 | | | | | | | | | | | | |

D.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES
INSCRITE AUX REGISTRES DE LA COUR D'APPEL DE NANTES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

| Variation des fonds propres | Montant à l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant à la clôture de l'exercice |
|--|-------------------------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 971 715 | | | | 971 715 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves POUR INVESTISSEMENTS | 332 116 | | 1 804 896 | | 2 137 012 |
| Réserves DE TRESORERIE | 326 793 | | | | 326 793 |
| Report à nouveau | 2 727 128 | 233 950 | 233 950 | 1 804 896 | 1 156 182 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 233 950 | 233 950 | 417 488 | | 417 488 |
| Situation nette (sous-total) | 4 591 703 | 0 | 2 456 334 | 1 804 896 | 5 009 191 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 2 205 616 | | 23 286 | 246 888 | 1 982 014 |
| dont : Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires | 1 051 494 | | 23 286 | | 1 074 779 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 6 797 319 | | 2 479 620 | | 6 991 205 |

D.J.F. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

TABEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | Montant global après changement de méthode lié au règlement ANC 2018-06 | Variations de l'exercice | | Solde à la clôture de l'exercice |
|---|---|--|--------------------------|-------------|-------------------------------------|
| | | | Augmentations | Diminutions | Montant global |
| Montant nominal : | | | | | |
| Subventions affectées à des biens non renouvelables | | | | | |
| Subventions affectées à des biens renouvelables | | | | | |
| 131220030000 | REGIONS - TRAVAUX SUB 2003 - 033027 | 262 479 | | | 262 479 |
| 131220070000 | REGIONS - TRAVAUX SUB 2007 - 20074104 | 254 291 | | | 254 291 |
| 131220080000 | REGIONS - TRAVAUX SUB 2008 - 2008004149 | 614 535 | | | 614 535 |
| 131220091000 | REGION - SUB 2009 005 551 | | | - | 650 000 |
| 131220100000 | REGION - SUB 2010 -2010 004 735 | 650 000 | | - | 150 000 |
| 131220110000 | REGION - SUB 2011 -2011 004 017 | 150 000 | | | 3 500 |
| 131220111000 | REGION - SUB 2011 -2011 004 014 | 3 500 | | | 5 000 |
| 131220112000 | REGION - SUB 2011 -2011 004 015 | 5 000 | | | 36 200 |
| 131220121000 | REGION - SUB 2012- 2012 001 965 | 36 200 | | | 61 403 |
| 131220141000 | REGION - SUB 2014- 2014 001 808 | 61 403 | | | 16 984 |
| 131220142000 | REGION - SUB 2014- 2014 001 804 | 16 984 | | | 136 466 |
| 131220150000 | REGION - SUB 2015- 2015 001 714 | 136 466 | | | 20 742 |
| 131220161000 | REGION - SUB 2016 - 2016 002 675 | 20 742 | | | 184 164 |
| 131220171000 | REGION - SUB 2017 - 2017 006 763 | 184 164 | | | 12 000 |
| 131220181000 | REGION - SUB 2018 - 2018 004 722 | 12 000 | | | 41 714 |
| 131220182000 | REGION - SUB 2018 - 2018 004 728 | 41 714 | | | 62 704 |
| 131220191000 | REGION - SUB 2019 - 2019 006 233 | 62 704 | | | 494 649 |
| 131220201000 | REGION - SUB 2020 - 2020 004424 | 494 649 | | | 500 000 |
| 131320180000 | SUB. DEPARTEMENT - PPMS | 500 000 | | | 23 317 |
| 131400100000 | Sub Mairie - Facade 2020 | 23 317 | | | 5 926 |
| 131810000000 | TAXE D'APPRENTISSAGE AFFECTEE AUX EQUIPEMEN | 5 926 | 23 286 | - | 1 074 779 |
| TOTAL | | 4 587 568 | 23 286 | - | 4 610 854 |

T.J.P. AUDIT
SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
INCITEE AUX PLES DE LA COUR D'APPEL DE NANTES

| Quotes-parts virées au résultat : | | | | | | | |
|---|--|--|---------|------------------|----------------|----------|------------------|
| Subventions affectées à des biens non renouvelables | | | | | | | |
| Subventions affectées à des biens renouvelables | | | | | | | |
| 139122003000 | AMORT SUB. TRAVAUX S | | 169 955 | 13 124 | | | 183 079 |
| 139122007000 | AMORT SUB. TRAVAUX SUB 2007 | | 164 653 | 12 715 | * | | 177 368 |
| 139122008000 | AMORT SUB. TRAVAUX SUB 2008 | | 397 911 | 30 727 | * | | 428 638 |
| 139122009100 | AMORT SUB. REGION 2009 005 551 | | 390 000 | 32 500 | * | | 422 500 |
| 139122010000 | AMORT SUB. REGION 2010 004 735 | | 75 000 | 7 500 | * | | 82 500 |
| 139122011000 | AMORT SUB. REGION 2011 004 017 | | 3 179 | 321 | * | | 3 500 |
| 139122011100 | AMORT SUB. REGION 2011 004 014 | | 4 500 | 500 | * | | 5 000 |
| 139122011200 | AMORT SUB. REGION 2011 004 015 | | 21 921 | 2 413 | * | | 24 335 |
| 139122012100 | AMORT SUB. REGION 2012 001 965 | | 43 521 | 6 140 | * | | 49 661 |
| 139122014100 | AMORT REGION - SUB 2014- 2014 001 808 | | 13 588 | 3 397 | * | | 16 985 |
| 139122014200 | AMORT REGION - SUB 2014- 2014 001 804 | | 40 940 | 13 647 | * | | 54 586 |
| 139122015000 | AMORT REGION - SUB 2015- 2015 001 714 | | 6 223 | 2 074 | * | | 8 297 |
| 139122016100 | AMORT REGION - SUB 2016- 2016 002 675 | | 55 249 | 18 416 | * | | 73 666 |
| 139122017100 | AMORT REGION - SUB 2017 - 2017 006 763 | | 8 000 | 4 000 | * | | 12 000 |
| 139122018100 | AMORT REGION - SUB 2018 - 2018 004 722 | | 31 314 | 10 400 | * | | 41 714 |
| 139122018200 | AMORT REGION - SUB 2018 - 2018 004 728 | | 12 541 | 12 541 | * | | 25 082 |
| 139132018000 | AMORT SUB. DEPARTEMENT - PPMS | | 9 327 | 2 332 | * | | 11 659 |
| 139132019100 | AMORT REGION - SUB 2019 - 2019 006 233 | | 24 732 | 24 732 | * | | 49 465 |
| 139180000000 | AMORT. TAXE APPRENTIS AFFECTEE | | 909 396 | 49 410 | * | | 958 807 |
| TOTAL | | | | 2 381 952 | 246 889 | - | 2 628 841 |

D.J.R. AUDIT
 SOCIETE DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
 INSERTE AU REGISTRE DE LA COUR D'APPEL DE NIMES

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

| OBJET DES PROVISIONS | | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | | Montant à la clôture de l'exercice |
|-----------------------|--|-------------------------------------|---|--------------------------------------|---------------|------------------------------------|
| | | | | Utilisées | Non utilisées | |
| PROVISIONS | Risques (litiges Rue Jeanne d'Arc) | 21 276 | | 5000 | 16 276 | - |
| | Pensions et obligations similaires (IDR) | 188 954 | 18 834 | 11 316 | 19 723 | 176 750 |
| | Gros entretien | | | | | |
| | Autres provisions pour charges | | | | | |
| | TOTAL | 210 230 | 18 834 | 16 316 | 35 999 | 176 750 |
| DOTATIONS ET REPRISES | d'exploitation financières exceptionnelles | | | | | |

D.J.P. AUDIT
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES
INSCRITE AUX REGISTRES DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

| Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €) | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|------------------|------------------|
| Aides à l'emploi | | |
| Aides au développement des compétences | | |
| Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles | | |
| Financement des formations par apprentissage | | |
| Forfaits d'externat | | |
| <i>dont forfait Etat</i> | 715 895 | 739 732 |
| <i>dont forfait Région</i> | 1 004 469 | 1 011 685 |
| <i>dont forfait Département</i> | | |
| <i>dont forfait Communes et groupements de communes</i> | | |
| Concours publics affectés à la formation professionnelle continue | | |
| Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole | | |
| Autres concours publics | | |
| Sous-total concours publics | 1 720 364 | 1 751 417 |
| Subventions État | 8 338 | 4 263 |
| Subventions Région | | |
| Subventions Département | | |
| Subventions Communes et groupements de communes | | |
| Autres subventions d'exploitation | | |
| <i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i> | | |
| <i>dont autres subventions (à détailler)</i> | | |
| Report de subventions | | |
| Sous-total subventions d'exploitation | 8 338 | 4 263 |
| Total concours publics et subventions d'exploitation | 1 728 701 | 1 755 680 |